

La Zad vue par M. Macron : « La tyrannie de certaines minorités, habituées à ce qu'on leur cède en refusant de transformer le pays »

15 avril 2018 / par [Alexandre-Reza Kokabi \(Reporterre\)](#)



Dans la soirée du dimanche 15 avril et au terme de sa première année de présidence, Emmanuel Macron était confronté aux questions de Jean-Jacques Bourdin (BFM) et Edwy Plenel (Mediapart). Plus d'une heure et demie après le début de l'entretien, le président s'est exprimé sur l'intervention militaire qu'il a lancée sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes.

En début de l'entretien mené par Jean-Jacques Bourdin (BFM) et Edwy Plenel (Mediapart), le président Emmanuel Macron a donné le ton et laissé entrevoir les prémices de sa position, développée plus tardivement, sur le dossier Notre-Dame-Des-Landes :

« Vous me parlez d'une colère, mais la colère de qui ? De gens qui, opposés à la construction d'un aéroport, bloquaient un endroit depuis des années et, alors que le projet a été abandonné, continuent à protester ? Je considère que cette colère n'est pas légitime et n'a rien à voir avec celle des cheminots. (...) On n'unira pas le pays par l'inaction [face] à la tyrannie de certaines minorités, habituées à ce qu'on leur cède en refusant de transformer le pays. [Transformer le pays,] c'est le mandat pour lequel j'ai été élu. »

Plus d'une heure et demie après le début de l'entretien, il a tenté de se justifier, plus longuement, sur l'intervention militaire menée par l'État sur la Zad :

Emmanuel Macron — « Les choses avancent, mais tout n'est pas réglé. Il y avait un projet d'aéroport. Des gens ont créé une Zad parce qu'ils s'opposaient à ce projet. Nous avons décidé de ne pas faire cet aéroport, pour tout un tas de raisons, y compris parce qu'il n'était plus conforme aux priorités écologiques du gouvernement. Aussi parce qu'il avait mis trop de temps, avec un sentiment d'injustice des gens sur place, un sentiment de

trahison démocratique par beaucoup d'élus, que j'entends et que je respecte. Ils ont dit : « *On a voté un référendum local, et vous ne le faites pas [l'aéroport] !* ». Nous l'avons assumé parce qu'on n'avait pas décidé, depuis le début, dans cette affaire. Cette occupation, elle avait peut-être dix ans d'âge.

Nous avons dit, en janvier, « *à la fin de la trêve, on devra évacuer les choses* ». Parce que les gens qui étaient là, ils étaient là contre un projet arrêté. Ils n'avaient plus de raisons d'être là. Ces gens étaient là en occupant illégalement le domaine public. Illégalement. Une partie de ces gens a un projet agricole. Certains sont d'ailleurs des agriculteurs de la région. Ils le mènent, ils le conduisent, il est le leur. Nous le respectons, il n'a pas été évacué. Nous avons, à l'issue de la trêve hivernale, comme nous nous y étions engagés, rétabli l'ordre républicain : c'est-à-dire dégager la route départementale [*la D281, dite "route des chicanes"*] et toute une partie autour de celle-ci, où il n'y avait aucun projet réel et uniquement des occupations illégales du domaine public.

Nous avons laissé une zone, où il y a des agriculteurs historiques et des projets, en donnant un délai supplémentaire [*jusqu'au 23 avril*] — parce que le délai court déjà depuis janvier — disant : « *Inscrivez vous à la MSA [la Mutualité sociale agricole], conformez-vous pour rentrer dans le cadre de ce débat.* » C'est pour cela que nous n'avons pas tout évacué. Là, vous avez des gens qui reviennent, qui sont des gens qui n'ont rien à voir avec le conflit, qui veulent juste le désordre, donc nous respecterons ce délai.

Nous en sommes là, nous laissons ce délai complémentaire pour ceux qui portent un projet mais **à l'issue de ce délai, tout ce qui doit être évacué sera évacué** parce que le mandat qui est le mien, c'est que l'ordre républicain doit être respecté.



Relance d'Edwy Plenel — « La préfecture n'accepte que des projets individuels. Pendant ces dix ans de lutte, comme au Larzac, des choses ce sont inventées. Au Larzac, on n'a pas évacué ces dynamiques collectives. Elles ont été précurseurs de ce qu'on appelle aujourd'hui l'agriculture bio. Là, c'est pareil : il y a des groupes de jeunes qui inventent des alternatives. Il n'y a pas que votre raisonnement économique. Ils inventent d'autres solutions, y compris sur le terrain écologique. Ils demandent à pouvoir faire des projets collectifs. Ces formes d'association existent : les SCIC, les Scop. Pourquoi passer côté de ce désir de faire choses en commun ? D'habiter ensemble ? De sortir du chacun pour soi ? »

Emmanuel Macron — « Nous portons ces projets, ils existent, ne dites pas qu'il n'y a qu'un modèle. Tout ce que vous avez cité, c'est dans la loi. Pourquoi les gens qui étaient à la ferme des Cent Noms, depuis dix ans, ils n'ont jamais voulu créer une de ces formes-là ? Jamais. Moi-même le premier, j'ai dit qu'il n'y avait pas qu'un modèle agricole, nous allons investir pour aider le bio. (...) La préfète est en médiation depuis le début, avec une patience extraordinaire et une légitimité complète, les gens sont revenus à la table des discussions.

Mais je refuse ces arguments fallacieux qui consistent à dire que des gens qui sont là parfois depuis dix ans, qui ont refusé, parce que leur projet n'est pas un projet agricole alternatif, c'est un projet de désordre pour certains... Je vais avoir moi un projet alternatif, je vais aller m'installer dans votre salon ! Je sais une chose : occuper illégalement le domaine public, quand il n'y a plus aucune raison, ce n'est pas l'ordre républicain. Et pour nos concitoyens les plus modestes, le retraité, la personne qui paye ses impôts, qui paye pour avoir une maison, qui paye son loyer, paye dignement ses impôts, et l'agriculteur qui paye ses terres... vous pensez que je peux maintenant aller lui expliquer : « *Il y a des gens qui ont une idée formidable, une idée fumeuse, ils payent pas les terres, se conforment à aucune règle, produisent du lait sans aucune règle... Les règles de santé publique, c'est pas les leurs, ils ont un projet alternatif, c'est formidable, on paye plus rien, il n'y a plus de règles.* » Je peux les regarder en face ? Vous n'êtes pas sérieux M. Plenel.

Et la République, c'est permettre des projets alternatifs, nous en avons sur le terrain avec des gens sérieux. Nos droits ont été inventés par des gens qui aimaient furieusement la liberté, l'égalité et la fraternité. Et moi, je crois à l'égalité et l'égalité suppose aussi de se conformer ensemble aux règles de la République. Ils n'ont plus aucune raison d'être là. Et, je tiens à vous le dire, plus d'une soixantaine de gendarmes ont été blessés lors des évacuations. C'est inadmissible, avec des gens qui n'avaient plus aucune raison de manifester. C'est simple, je crois en l'ordre républicain. Il y a une phase de négociation pour traiter les projets, dignes, respectueux, alternatifs, dans le cadre républicain, mais pour le reste, l'ordre sera fait parce que notre République a besoin d'ordre et d'égalité. »

Lire aussi : [Association de malfaiteurs](#)

Source : Décryptage par Alexandre-Réza Kokabi pour *Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/La-Zad-vue-par-M-Macron-La-tyrannie-de-certaines-minorites-habitees-a-ce-qu-on>